

Cote du document: EB 2014/LOT/P.7/Rev.1
Date: 18 septembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don au Royaume du Lesotho pour le Projet d'appui à la production de laine et de mohair

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Thomas Rath

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2069
courriel: t.rath@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	12
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CPP	Comité de pilotage du projet
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
LNWMGA	Lesotho National Wool and Mohair Growers Association (Association nationale des producteurs de laine et de mohair du Lesotho)
MAFS	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire
MDP	Ministère de la planification du développement
MEMWA	Ministère de l'énergie, de la météorologie et de l'eau
MFLR	Ministère des forêts et de la mise en valeur des terres
MoF	Ministère des finances
MTICM	Ministère du commerce et de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PTBA	Plan de travail et budget annuel S&E Suivi-évaluation
UCP	Unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet

Kingdom of Lesotho

Wool and Mohair Promotion Project (WAMPP)



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Royaume du Lesotho

Projet d'appui à la production de laine et de mohair

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Royaume du Lesotho
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MAFS)
Coût total du projet:	38,9 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	3,83 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,8 millions d'USD)
Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD):	3,83 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,8 millions d'USD)
Montant du don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP):	4,61 millions de DTS (équivalant approximativement à 7,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP) Lesotho National Wool and Mohair Growers Association (LNWMGA)
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: 12,0 millions d'USD (sous réserve d'approbation) LNWMGA: 1,5 million d'USD Entités non identifiées: 2,8 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À négocier
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	4,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	En nature
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Royaume du Lesotho pour le Projet d'appui à la production de laine et de mohair, telle qu'elle figure au paragraphe 52.

Proposition de prêt et don au Royaume du Lesotho pour le Projet d'appui à la production de laine et de mohair

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Malgré une croissance économique régulière au cours des trois dernières décennies, les conditions de vie ne se sont pas améliorées sensiblement pour la majorité de la population du Lesotho. La croissance a été alimentée par l'industrie de l'habillement, l'exploitation des mines de diamant et l'exportation d'eau et d'électricité vers l'Afrique du Sud, mais la répartition des richesses est très inégale (le coefficient de Gini est estimé à 0,52) et les envois de fonds des expatriés travaillant dans les mines, les exploitations agricoles et les usines d'Afrique du Sud ne cessent de diminuer.
2. Alors qu'il était pratiquement autosuffisant il y a 50 ans, le Lesotho est devenu fortement dépendant des importations de céréales, qui couvrent aujourd'hui quelque 50 à 60% de ses besoins annuels. La chute spectaculaire de la production céréalière du Lesotho est principalement due à l'extrême variabilité des précipitations, et en particulier à des périodes de sécheresse aiguës et prolongées.
3. La prévalence du VIH et du sida reste élevée, à 23% au niveau national, entravant fortement le développement rural. Le Lesotho se classe ainsi au troisième rang des pays les plus touchés par le VIH.
4. Étant donné que quelque 70% de la population du Lesotho vit en milieu rural, la pauvreté frappe essentiellement les campagnes, où les femmes sont généralement plus pauvres que les hommes. L'incidence de la pauvreté est variable selon les régions, mais c'est dans la Région des montagnes, où l'exploitation des moutons et des chèvres (laine, mohair et viande) constitue souvent la seule source de revenu, qu'elle est la plus forte. Les moyens de subsistance de ces agriculteurs – pour l'essentiel de petits paysans – sont menacés par le déclin de la production et de la productivité des filières de la laine et du mohair, secteur qui est de plus hautement vulnérable aux chocs climatiques.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. L'élevage domine l'économie rurale du Lesotho et représente environ 5% du produit intérieur brut. La laine et le mohair sont les principales exportations agricoles; le Lesotho est, après l'Afrique du Sud, le deuxième producteur de mohair, avec une part de 14% du marché mondial. Toute la production de mohair émane des petits paysans des montagnes, régions où l'incidence de la pauvreté est la plus forte.
6. Des facteurs naturels et humains menacent la productivité et la viabilité de la filière de production de laine et de mohair et, partant, les moyens de subsistance de ces petits éleveurs pauvres. De mauvaises pratiques de gestion des sols ont conduit à une dégradation des terres à grande échelle, aggravée par l'irrégularité de la pluviométrie et la fragilité de l'environnement et des sols. Il est à craindre que le changement climatique aura une incidence négative sur la productivité de

l'agriculture et de l'élevage, principalement par le biais de régimes de pluie et de neige imprévisibles, de pics de température, d'inondations et de sécheresses. Les effets combinés des facteurs humains et climatiques vont aggraver l'érosion des sols et le ravinement, provoquant une perte de terres arables et de parcours déjà limités dans le pays. Le projet visera à inverser cette évolution en instaurant une approche de la gestion des parcours qui soit durable, résiliente et adaptée au changement climatique, afin d'atténuer les facteurs menaçants et de promouvoir l'efficacité et les revenus du secteur de l'élevage.

7. Le Projet d'appui à la production de laine et de mohair est conforme aux principales stratégies et politiques gouvernementales en matière de développement, et notamment au Plan stratégique de développement national, dont la priorité est d'appuyer l'expansion de la production à haute valeur ajoutée dans le secteur de l'élevage, ainsi qu'au plan "National Vision 2020". Le projet concourt en outre à la réalisation du Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique, qui accorde une priorité élevée à la gestion durable du cheptel et des parcours, ainsi que de politiques agricoles telles que le Plan d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et le Plan d'action national pour la sécurité alimentaire.
8. Des synergies et des complémentarités seront recherchées avec le Projet d'adaptation de la production agricole paysanne – financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) –, en particulier dans le domaine des systèmes de construction et des capacités d'information en matière climatique.
9. Il existe de nombreuses possibilités de liaison entre le présent projet et des projets et programmes en cours financés par d'autres organismes internationaux. Il pourrait s'agir par exemple d'échanges d'enseignements et d'expérience sur le travail stratégique d'adaptation au changement climatique avec la United States Agency for International Development, dans le cadre de son initiative pour l'adaptation au changement climatique dans les zones montagneuses du Lesotho; ou encore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre de son projet de renforcement du système national de commercialisation de certaines filières agroalimentaires au Lesotho, en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique en vue d'une amélioration de la production et de la commercialisation agricoles.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le projet couvre l'ensemble des dix districts administratifs du Lesotho. Il se concentrera sur les zones de parcours du pays, qui couvrent plus des deux tiers de la superficie du pays et se situent principalement dans les hautes terres.
11. La population cible du projet se compose des petits agriculteurs ayant un potentiel d'accroissement de la productivité de leurs moutons et chèvres grâce à une meilleure résilience au changement climatique; des ruraux pauvres ayant accès à la chaîne de valeur par le biais d'activités à valeur ajoutée ou ayant le potentiel de devenir producteurs; et des ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, susceptibles d'améliorer leurs compétences dans la production de textile et d'habillement à destination des marchés de niche.

B. Objectif de développement du projet

12. Le projet a pour objectif de renforcer la résilience aux effets néfastes du changement climatique et des chocs économiques parmi les petits producteurs de laine et de mohair pauvres habitant les zones montagneuses et de piémont du Lesotho. Ses objectifs en matière de développement sont les suivants: i) permettre aux petits éleveurs d'accroître leurs revenus et de dégager des moyens de subsistance plus durables; et ii) renforcer leur capacité à faire face aux chocs

naturels et à les surmonter. Les trois principaux résultats attendus du projet sont les suivants: i) les éleveurs gèrent les parcours d'une manière durable et adaptée au changement climatique; ii) les petits éleveurs de moutons et de chèvres accroissent de façon durable leur production de laine et de mohair de qualité supérieure; et iii) les éleveurs améliorent la rentabilité de leur production de laine et de mohair.

C. Composantes/résultats

13. Le projet aura trois composantes: i) la gestion des parcours adaptée au changement climatique; ii) l'amélioration de la production et de la gestion du cheptel; et iii) la manutention et la commercialisation de la fibre de laine et de mohair.
14. **Composante 1: Gestion des parcours adaptée au changement climatique.** L'objectif de cette composante est de promouvoir un système durable de gestion des pâturages communaux et des parcours qui soit adapté au changement climatique, en vue d'améliorer la nutrition du bétail, d'optimiser la production et les rendements pour les petits producteurs de laine et de mohair, et d'éviter les pertes et les dommages résultant d'événements climatiques. Les éleveurs seront ainsi en mesure d'améliorer leur productivité en dépit de la dégradation croissante des terres. Outre le prêt du FIDA et un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) a été obtenu en regard de cette composante pour financer les activités relevant spécifiquement de l'adaptation, telles que des services d'information climatique et des interventions concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources naturelles. Les mesures d'adaptation proposées sont intégrées aux autres interventions du projet afin que les résultats du projet soient plus résilients au changement climatique.
15. **Composante 2: Amélioration de la production et de la gestion du cheptel.** L'objectif de cette composante est d'accroître la quantité et la qualité de la laine et du mohair produits par les petits éleveurs du Lesotho. Les activités prévues remédieront aux déficiences constatées en matière de nutrition, de reproduction et de santé du bétail, afin d'élever les normes de production et d'accroître les rendements des petits producteurs. Le résultat attendu de la composante 2 est que les petits éleveurs de moutons et de chèvres accroissent leur production de laine et de mohair de qualité supérieure ainsi que leur productivité. Pour obtenir ce résultat, le projet devra intervenir sur les trois facteurs influant sur la productivité de l'élevage: i) l'alimentation animale; ii) la reproduction animale; et iii) la santé animale. Les fonds de l'ASAP seront utilisés pour financer des mesures spécifiquement consacrées à l'adaptation, telles que la cartographie de la santé animale, afin de renforcer la résilience climatique des investissements du FIDA.
16. **Composante 3: Manutention et commercialisation de la fibre de laine et de mohair.** L'objectif de cette composante est d'accroître la rentabilité de la production et du traitement de la laine et du mohair au bénéfice des éleveurs, grâce à l'amélioration de la qualité des fibres qu'ils produisent, tout en renforçant l'activité artisanale de tissage de la laine et du mohair, ainsi qu'à l'ouverture de débouchés sur le marché pour les animaux non productifs afin de les éliminer des parcours. Trois sous-composantes permettront de relever les défis en matière de chaînes de valeur: a) l'amélioration de la filière; b) le soutien au développement des activités artisanales et des marchés de niche; et c) la promotion des ventes de bétail aux enchères et des postes d'abattage au niveau des districts.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. Le projet, d'une durée de sept ans, adoptera une approche fondée sur les filières, de manière à prendre en compte les principales contraintes qui s'appliquent à la production et à la commercialisation de la laine et du mohair. Au niveau de la production, le projet s'attachera à mettre en place des approches tenant compte des considérations climatiques en matière de gestion des parcours, de développement des capacités et d'investissement dans les pratiques d'élevage, afin de stopper – voire d'inverser – la dégradation des parcours. Au niveau du traitement, le projet abordera les contraintes liées à des questions techniques et de politiques publiques en matière de commercialisation, en renforçant les capacités de l'Association nationale des producteurs de laine et de mohair du Lesotho (Lesotho National Wool and Mohair Growers Association – LNWMGA), des associations de tondeurs ainsi que des ministères et autorités de district concernés. L'approche par la filière nécessite la participation de plusieurs ministères, du secteur privé et de la société civile. La complexité qui en résulte, en termes de nombre d'acteurs et de liaisons, est atténuée dans une large mesure par la longue tradition de production et de commercialisation de laine et de mohair au Lesotho, où la plupart des liaisons opérationnelles nécessaires sont déjà bien établies.

B. Cadre organisationnel

18. Dans la mesure du possible, les activités du projet seront mises en œuvre à l'aide des structures et processus existants. Les principales organisations assurant la réalisation du projet seront les ministères, les associations paysannes, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG). Les principaux ministères concernés sont le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MAFS); le Ministère des forêts et de la mise en valeur des terres (MFLR); le Ministère du commerce et de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation (MTICM); le Ministère de l'énergie, de la météorologie et de l'eau (MEMWA) ainsi que les services météorologiques du Lesotho; le Ministère des finances (MoF); le Ministère de la planification du développement (MDP); et le Ministère des autorités locales et traditionnelles.
19. Le rôle des ministères et de leurs départements et services techniques consistera à: i) assumer la responsabilité de la fourniture du soutien technique, des avis d'expert et de la supervision à tous les niveaux de l'exécution du projet; ii) étudier et mettre au point des initiatives gouvernementales en rapport avec les activités du projet; iii) assurer la localisation, l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance d'un cadre légal et réglementaire approprié, au sein duquel se dérouleront le projet et les activités associées; et iv) veiller à la bonne application des lois et règlements.
20. L'autre grand acteur dans l'exécution du projet est la LNWMGA. La LNWMGA et les associations d'éleveurs qui lui sont affiliées au niveau des districts, ainsi que les associations de tondeurs, constituent l'épine dorsale institutionnelle du projet, puisqu'il s'agit d'un projet d'envergure nationale concernant des petits producteurs individuels répartis sur l'ensemble du territoire.
21. Les ONG et les organisations à assise communautaire joueront un rôle essentiel dans le soutien apporté aux associations de tondeurs ainsi qu'aux associations pastorales ou aux organisations villageoises de pâturage, en particulier pour définir un consensus communautaire sur la définition des zones de pâturage et établir un système équitable d'allocation des ressources, lequel doit être fondé sur les propres priorités de chaque communauté. Les prestataires de services du secteur privé tiendront une place de premier plan dans la fourniture de services techniques spécialisés ainsi que dans la formation destinée à constituer un savoir-faire local permettant de réaliser des interventions.

22. Le Comité de pilotage du projet (CPP) sera responsable de la surveillance et de la gouvernance du projet. Il sera présidé par le Secrétaire principal du MDP; au niveau des directions, le Comité technique consultatif sera coprésidé par le MAFS, le MFLR et le MTICM. Une Unité de coordination du projet (UCP), au sein du MAFS, sera chargée de la coordination au quotidien entre les ministères participants et la LNWMGA. L'UCP sera également responsable du suivi-évaluation (S&E), des comptes rendus, de la passation des principaux marchés et de la gestion financière globale du projet.
23. Au niveau des districts, chaque organisme d'exécution accomplira les tâches prévues par le Programme de travail et budget annuel (PTBA), au travers des services appropriés: le MAFS par l'intermédiaire de ses agents agricoles de district; et le MTICM par l'entremise des agents de district chargés des échanges et de la commercialisation. Dans chaque district, un comité de coordination du projet, mis sur pied et présidé par l'administrateur de district ou son représentant, et composé de l'agent de district du MAFS, du MFLR et du MTICM ainsi que de représentants des associations de producteurs de laine et de mohair au niveau des districts, assurera la prestation des services du projet dans chaque district et village concerné.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

24. Les principaux outils de planification du projet comprennent le cadre logique, le cadre de S&E ainsi que ses indicateurs et objectifs, et le PTBA axé sur les résultats. Le cadre logique comporte les objectifs généraux de la mise en œuvre du projet au niveau des produits, des résultats, des objectifs de développement et de l'impact. Le PTBA axé sur les résultats ventile ces objectifs par année et leur attribue des ressources financières: prêt et don du FIDA; don de l'ASAP; prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international, dans la mesure disponible pour le projet; budget de l'État; et contributions des partenaires d'exécution. Le PTBA axé sur les résultats présentera un rapport annuel sur les produits financiers et matériels du projet ainsi que sur les résultats pour l'année, de même que les réalisations cumulées. La mise en œuvre du PTBA axé sur les résultats fera l'objet d'un suivi au travers du cadre de S&E du projet, assorti de comptes rendus réguliers, d'une périodicité comprise entre trois et six mois. Ce cycle de planification, suivi et comptes rendus est essentiel pour gérer le projet de manière efficiente et atteindre les résultats convenus.
25. Chaque année, tous les partenaires d'exécution¹ prépareront un PTBA axé sur les résultats pour le projet, documents qui seront compilés par l'UCP. Le PTBA global sera fondé sur le cadre logique, les objectifs et les indicateurs du projet. Les lignes directrices et les modèles de documents figurant dans le manuel d'exécution du projet faciliteront le processus de planification et de compte rendu. Les PTBA axés sur les résultats seront mis au point dans le cadre d'un processus participatif réunissant les parties prenantes, et ils intégreront les données provenant des systèmes de S&E de l'UCP et des partenaires d'exécution, ainsi que les recommandations formulées par les missions de supervision du FIDA et de soutien à l'exécution. Le CPP approuvera le projet de PTBA consolidé, qui sera ensuite soumis, pour agrément, au gouvernement, au FIDA et aux cofinanceurs.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

26. **Gestion financière.** Bien que la procédure d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière menée en novembre 2012 – et financée par l'Union européenne – ait mis en évidence des résultats généralement faibles, les dispositifs de contrôle financier du Programme d'intermédiation financière rurale

¹ Les partenaires d'exécution sont les Ministères concernés (MAFS, MFLR, MTICM, MEMWA), la LNWMGA, et d'autres partenaires à chaque échelon de l'administration.

(MoF) et du Projet de développement de la petite agriculture (MAFS) sont à ce jour globalement satisfaisants. Le FIDA se satisfait parfaitement de l'application des normes d'information financière pour la comptabilité de caisse, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, ainsi que des dispositions en matière d'audit externe reposant sur les Normes internationales d'audit; les états financiers ont été validés sans réserve et l'audit externe mené par le Bureau du vérificateur général est de bonne qualité. Ces deux projets financés par le FIDA utilisent des logiciels de comptabilité bien connus, disponibles sur le marché, pour fournir les informations financières requises par catégorie, par composante et par financeur, et le système d'information de gestion financière intégrée rend compte des résultats au Gouvernement du Lesotho. Les indicateurs de gouvernance sont eux aussi encourageants, avec un niveau de risque inhérent jugé "moyen".

27. **Flux de fonds.** Les fonds du FIDA et de l'ASAP seront versés sur des comptes désignés avant leur transfert sur les comptes du projet ouverts par le MAFS, puis sur les comptes bancaires réservés à cet effet au sein des organismes d'exécution (MFLR, MTICM et LNWMGA), sur la base des PTBA approuvés. Les fonds de contrepartie provenant du Gouvernement du Lesotho seront versés sur des comptes séparés, réservés au projet, auprès de chacun des trois ministères.
28. Les risques liés aux flux de fonds seront atténués, mais seulement en partie, par l'utilisation d'un logiciel de comptabilité disponible sur le marché, la solide dotation en personnel de l'UCP, l'audit de performance spécifique de la LNWMGA et une assistance technique internationale régulière, compte tenu en particulier du développement rapide des activités de la LNWMGA sur la durée de vie du projet. Par conséquent, la gestion financière globale du projet est assortie d'un risque "élevé".
29. **Passation des marchés.** Tous les marchés financés au titre du projet seront passés conformément aux procédures nationales, sous réserve de leur compatibilité avec les Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA de 2010.
30. Pour une meilleure efficacité et dans la mesure du possible, la passation des marchés se déroulera au niveau national, avec appel à la concurrence internationale en tant que de besoin. Aux termes de la réglementation sur la passation des marchés publics du Lesotho (2007), la responsabilité de la passation des marchés inclus dans le PTBA peut être déléguée aux entités chargées de la commande publique.
31. **Gouvernance.** Un cadre amélioré pour la bonne gouvernance a été mis au point pour le projet de façon à assurer: i) la transparence; ii) l'obligation de rendre compte de l'utilisation des ressources; et iii) la participation, afin que la population puisse faire entendre sa voix au sujet des décisions susceptibles de la concerner. Les principales caractéristiques de ce cadre général sont: i) le ciblage inclusif des femmes et des ménages défavorisés; ii) la participation des représentants communautaires à la planification locale; iii) le suivi communautaire et participatif des activités du projet, incluant un mécanisme de recours; iv) un audit interne et externe des comptes du projet; v) la supervision et le soutien fournis par le FIDA; vi) des enquêtes régulières sur les résultats, en vue de recueillir des informations sur la couverture et la qualité des produits du projet; vii) la remise de comptes rendus sur les résultats au CPP, au FIDA et aux administrations nationales, avec publication des informations clés sur le site web du projet; et viii) un mécanisme de recours et de compensation. Ce cadre favorisera la transparence dans l'utilisation des fonds et permettra de prévenir toute utilisation frauduleuse des fonds du projet.

E. Supervision

32. Le FIDA supervisera directement le projet, et notamment les points suivants: i) les aspects fiduciaires; ii) les réalisations et la qualité de l'exécution du projet; et iii) le

soutien à l'exécution. La supervision directe sera un processus continu exigeant une communication et une collaboration permanentes avec le gouvernement, l'UCP, les partenaires d'exécution et le groupe cible. Les outils permettant de guider et d'améliorer la mise en œuvre du projet comprendront une concertation permanente avec le gouvernement, l'ajustement des PTBA, la révision des manuels d'exécution, des missions de supervision et d'examen à mi-parcours, ainsi que des amendements apportés aux dispositions légales en tant que de besoin.

33. Pendant la phase de démarrage, la supervision consistera avant tout à veiller à ce que des dispositions institutionnelles soient en place pour appuyer l'exécution du projet. Le FIDA organisera une série d'ateliers et de sessions de formation afin de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes, des prestataires de services et des bénéficiaires potentiels aux objectifs du projet ainsi qu'à leurs propres rôles et responsabilités. Au démarrage du projet, des sessions de formation ciblées viseront à renforcer les capacités techniques et à assurer la bonne qualité de l'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

34. Le coût total du projet est estimé à 38,9 millions d'USD, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers. Cette estimation repose sur les paramètres suivants: i) une durée de sept ans, débutant en 2014; ii) des provisions pour aléas financiers de 14% et pour imprévus techniques de 9%; iii) une hypothèse d'inflation fixée à 4,7% jusqu'au démarrage du projet, augmentant ensuite jusqu'à 7,1% pendant les quatre dernières années du projet; et iv) une hypothèse de taux de change fixée à 10,5 LSL pour 1 USD (moyenne de 2014). Les droits et taxes sont estimés à 3,1 millions d'USD environ sur le coût total du projet et seront réglés par le gouvernement.

Tableau 1

Coût du projet, par composante et par source de financement^a
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt et don du FIDA ^b	Fonds de l'OPEP	ASAP	LNWMGA	Gouvernement du Lesotho	Financement non identifié	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
1. Gestion des parcours adaptée au changement climatique	414	4 185	6 476		1 042	81	12 198
2. Amélioration de la production et de la gestion du cheptel	4 092	724	412	1 419	624	1 127	8 398
3. Manutention et commercialisation de la fibre de laine et de mohair	1 318	6 895	112	126	1 053	729	10 233
4. Coordination et gestion du projet	5 788	171			1 259	885	8 103
Total	11 610	11 974	6 999	1 545	3 978	2 822	38 932

^a Déficit de financement d'environ 2,8 millions d'USD

^b 50% sous forme de prêt et 50% sous forme de don CSD

B. Financement du projet

35. Le projet sera financé par un prêt du FIDA de 5,8 millions d'USD; un don FIDA-CSD de 5,8 millions d'USD; un don de l'ASAP de 7,0 millions d'USD; un financement du Fonds de l'OPEP de 12,0 millions d'USD; et une contribution de la LNWMGA de 1,5 million d'USD. Le gouvernement financera le solde du coût du projet. Outre les fonds qu'il déboursa pour des activités spécifiques, le Gouvernement du Lesotho, dont la contribution est évaluée à 4,0 millions d'USD, financera également la mise à disposition de bureaux pour l'UCP et les salaires des fonctionnaires chargés du soutien à l'exécution du projet. La contribution des bénéficiaires sera apportée sous

forme de main-d'œuvre pour la construction et la rénovation d'abris pour le bétail, l'alimentation en eau et l'aménagement de routes d'accès, la gestion et l'administration des sites de tonte, et la constitution de réserves d'alimentation pour le bétail. Le déficit de financement, d'environ 2,8 millions d'USD, devrait être couvert par un cofinanceur supplémentaire, à identifier avant le lancement du projet, ou par des fonds supplémentaires que le gouvernement du Lesotho pourrait solliciter auprès du FIDA au moment de l'examen à mi-parcours du projet.

Tableau 2

Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt et don du FIDA		Fonds de l'OPEP		ASAP		LNWMGA		Gouvernement du Lesotho		Financement non identifié		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
1. Travaux			6 118	85,2			61	0,8	1 006	14			7 184
2. Consultants	1 614	30,2	171	3,2	2 623	49,1	116	2,2	295	5,5	528	9,8	5 347
3. Biens, services et intrants	2 802	26,2	5 686	53,1	683	6,4	49	0,5	1 284	12	209	1,95	10 713
4. Ateliers	784	19,6			2 538	63,7					660	16,57	3 982
5. Salaires et indemnités	3 558	48,4			762	10,4	404	5,5	1 260	17,1	1 379	18,65	7 363
6. Dépenses de fonctionnement	2 130	61			345	9,9	915	26,2	100	2,9			3 490
7. Véhicules	308	79			48	12,4			33	8,5			389
8. Formation	414	89,4									49	10,6	463
Total	11 610	29,6	11 974	30,8	6 999	18,0	1 545	4,0	3 978	10,2	2 825	7,3	38 932

C. Résumé des avantages et analyse économique

36. Le taux de rentabilité économique interne global du projet est estimé à 23% pour le scénario de référence. La valeur actuelle nette du projet, actualisée au taux de 10%, s'élève à 605,337 millions de LSL, soit l'équivalent de 57,65 millions d'USD. Le projet devrait apporter, en termes nets, de considérables avantages supplémentaires aux agriculteurs et aux petits entrepreneurs ruraux de la zone du projet.
37. On estime que 50 000 ménages bénéficieront directement du projet, 25% de ces ménages participant directement à des activités en rapport avec l'amélioration de la santé des troupeaux, de l'élevage et de la reproduction animale.
38. Ces avantages découleront des éléments suivants: i) une augmentation des rendements de laine et de mohair ainsi que de la productivité de l'élevage, résultant d'une amélioration de la vaccination, des pratiques d'élevage et de la nutrition animale; ii) une amélioration des terres et de la base de ressources naturelles permettant une production durable de laine et de mohair; iii) un accroissement de la proportion de fibres produites commercialisées; iv) une baisse des coûts de transport et une meilleure efficacité des processus de traitement grâce à des technologies innovantes et à la modernisation des infrastructures de tonte; v) une amélioration de la qualité des fibres, permettant d'obtenir des prix plus élevés aux enchères, étant donné que les entreprises de traitement sont demandeuses de toisons de meilleure qualité; vi) un accroissement de la production de fourrage; vii) des possibilités d'emploi plus nombreuses en tant que main-d'œuvre louée ou familiale pour les activités tant agricoles que non agricoles; et viii) des recettes fiscales provenant du volume accru de production imposable. Une augmentation sensible des revenus dépendra en grande partie de l'adoption de technologies améliorées par les agriculteurs, les ménages et les entrepreneurs ruraux, qui sera encouragée par le projet au travers du programme de reproduction et de vaccination animales. Les avantages du projet découleront également d'investissements dans les infrastructures à l'appui d'une amélioration de l'accès au marché et du soutien à la commercialisation.

D. Durabilité

39. Le projet est conçu de manière à tirer parti des systèmes existants ou, à défaut, à mettre en place de nouveaux mécanismes qui soient durables et qui ne pèsent pas indûment sur le budget de l'État à la fin du projet. Ces nouveaux systèmes incluront une filière gérée par le secteur privé pour les médicaments et vaccins vétérinaires; des exploitations commerciales de reproduction animale gérées par le secteur privé; et un soutien aux sites de tonte gérés par les associations de tondeurs. Les perspectives de viabilité des investissements du projet sont considérablement renforcées du fait que le projet s'appuie sur une filière existante et bien développée pour la laine et le mohair.
40. Un élément clé du projet réside dans une forte appropriation locale du projet, étant donné que les autorités traditionnelles et non traditionnelles seront responsables de la gestion des terres et de leur entretien à des fins productives, de façon à accroître les revenus et la sécurité alimentaire. Le projet renforce la capacité et le rôle de la LNWMGA (au niveau central et des districts), qui est bien placée pour renforcer les relations entre les producteurs de laine et de mohair et les grossistes du secteur privé.

E. Identification et atténuation des risques

41. Les principaux risques, hypothèses et mesures éventuelles d'atténuation au titre du projet sont les suivants:
- Coordination insuffisante entre les parties prenantes, entraînant une mauvaise exécution des activités du projet. Ce risque est atténué du fait que le MDP préside le CPP afin de veiller à ce que les principales fonctions du projet soient correctement assurées tout au long du processus d'approbation des rapports d'avancement du projet et des PTBA.
 - Fluctuations des prix sur le marché de la laine et du mohair, entraînant une baisse du rendement des investissements et menaçant la viabilité des entreprises d'élevage. Pour atténuer ce risque, le projet s'attachera à encourager la production de laine et de mohair de haute qualité, susceptible d'obtenir des prix élevés, grâce à des mesures de gestion des troupeaux et des parcours.
 - La dégradation des parcours continue d'avoir un impact négatif sur la productivité du secteur de la laine et du mohair. Le projet atténuera ces risques grâce aux mesures suivantes: i) réduction de la pression du pâturage sur les parcours par un encouragement à l'élimination à grande échelle des animaux non productifs sur les sites d'abattage locaux et dans les ventes aux enchères; ii) promotion de bonnes pratiques dans la gestion et le suivi participatifs des parcours; et iii) lancement de programmes de reproduction et d'échanges d'animaux.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

42. Le projet est dans le droit fil des politiques et stratégies du FIDA, y compris son Cadre stratégique 2011-2015, et ses résultats attendus viennent en particulier appuyer les trois premiers objectifs stratégiques de ce cadre. Grâce au projet: i) les ruraux pauvres bénéficieront d'un accès aux parcours productifs (en tant que ressources naturelles et comme base d'actifs économiques) plus résilients au changement climatique; ii) ils auront accès à des services (par exemple, prévisions météorologiques, vulgarisation, sites de tonte et autres services, notamment de commercialisation) qui les aideront à réduire la pauvreté et à améliorer leurs revenus, leur nutrition et leur résilience à l'évolution de leur environnement naturel; et iii) ils pourront, avec leurs associations, de tondeurs notamment, mener

des activités rentables d'élevage de moutons et de chèvres et d'autres activités, non agricoles, telles que des entreprises artisanales.

43. Le projet contribue en outre aux objectifs de la politique du FIDA en matière de parité hommes-femmes, en particulier parce qu'il soutient la place des femmes en créant des emplois et en développant les capacités de traitement de la laine sur les sites de tonte, et qu'il vise à développer les activités artisanales de production de textile et d'habillement pour des marchés de niche. Compte tenu du grand nombre de ménages dirigés par une femme au Lesotho, on estime que les femmes pourraient représenter 20 à 30% des producteurs primaires de laine et de mohair; elles seront les bénéficiaires directes du soutien qu'apportera le projet.
44. Le projet a été classé en catégorie B, car son incidence néfaste potentielle sur l'environnement devrait être négligeable et peu sensible. Grâce à son orientation marquée sur l'adaptation au changement climatique, et au financement de l'ASAP, le projet devrait générer de nombreux effets positifs sur l'environnement et sur l'aptitude des bénéficiaires à résister aux chocs climatiques.

B. Alignement et harmonisation

45. Le projet vient à l'appui des principales stratégies et politiques du Lesotho en matière de développement, et notamment du Plan stratégique de développement national, du plan "National Vision 2020" et du Programme d'action national pour l'adaptation au changement climatique. Il concourt en outre à la réalisation du Plan d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et du Plan d'action national pour la sécurité alimentaire. Il existe de nombreuses possibilités de liaison entre le présent projet et des projets et programmes en cours financés par d'autres organismes internationaux.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

46. Le projet va mettre à profit, transposer et reproduire à plus grande échelle les approches et activités qui ont fait leurs preuves dans plusieurs autres projets. Par exemple, le Programme de gestion durable de l'agriculture et des ressources naturelles, financé par le FIDA, a appuyé la construction de hangars de tonte et favorisé l'accès aux services vétérinaires par l'intermédiaire d'agents communautaires chargés de la santé animale. Le projet s'inspire des enseignements tirés de ce programme et d'autres projets, et il va reproduire certaines de ces activités à l'échelle nationale. La transposition à plus grande échelle va suivre une approche séquentielle: i) engagement des règles et institutions coutumières à l'appui d'une amélioration de la résilience des parcours; ii) élimination des animaux improductifs pour ramener les taux de pâturage à des niveaux soutenables; iii) relèvement de la productivité en vue de produire de plus grandes quantités de laine et de mohair; et iv) amélioration de la manutention et de la commercialisation de la laine et du mohair par les principaux acteurs de la filière, à savoir la LNWMGA et les acheteurs.
47. Cette approche séquentielle suivra une boucle d'apprentissage intégrée. Le système de S&E du projet collectera régulièrement les résultats et les enseignements tirés afin d'affiner ses approches, en particulier les pratiques innovantes de gestion des parcours et les programmes d'échanges d'animaux à des fins de reproduction. Une fois que ces deux éléments critiques auront été rendus opérationnels, le projet sera déployé sur l'ensemble du territoire national.

D. Participation à l'élaboration des politiques

48. La participation du projet à la concertation sur les politiques se concentrera sur un appui au Département de la gestion des parcours, afin qu'il finalise le projet de loi sur la gestion des parcours en vue de sa présentation au Parlement. Cette loi, qui offrira un cadre législatif pour la mise en œuvre de la politique nationale de gestion des parcours, aborde les questions des droits d'usufruit sur les pâturages ainsi que de la démarcation et de la cartographie des parcours, autant de sujets critiques

pour une bonne exécution du projet et pour la durabilité du rendement des investissements réalisés pendant la durée de vie du projet. Le projet s'efforcera en outre de participer à une concertation avec le gouvernement sur la stratégie nationale en matière d'élevage.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

49. Un accord de financement entre le Royaume du Lesotho et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
50. Le Royaume du Lesotho est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire de l'ASAP, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à trois millions huit cent trente mille droits de tirage spéciaux (3 830 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un don au titre du CSD d'un montant équivalant à trois millions huit cent trente mille droits de tirage spéciaux (3 830 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Lesotho un don provenant de l'ASAP d'un montant équivalant à quatre millions six cent dix mille droits de tirage spéciaux (4 610 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Wool and Mohair Promotion Project"

(Negotiations concluded on 3 September 2014)

Loan Number: []

DSF Grant Number: []

ASAP Grant Number: []

Project Title: Wool and Mohair Promotion Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Kingdom of Lesotho (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

Whereas:

(A) The Borrower/Recipient has requested financing from the Fund for purposes of Financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

(B) The IFAD Executive Board approved at its 105th Session the proposal to establish a Trust Fund for the Fund's Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP), with the purpose of financing, in the form of grants, components of the IFAD-financed core portfolio of Projects and Programmes to increase the resilience of small farmers to climate change in the five key ASAP outcome areas; and

(C) The Borrower/Recipient intends to apply for a loan from the OPEC Fund for International Development ("OFID") in the amount of approximately twelve million United States dollars (USD 12 000 000) ("OFID Financing") to partly finance the Project on terms and conditions to be set forth in a financing agreement between the Borrower/Recipient and OFID ("OFID Financing Agreement").

NOW THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide financing to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The financing is composed of:
 - A. A Loan of three million eight hundred and thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 3 830 000) (the "Loan").
 - B. A DSF Grant of three million eight hundred and thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 3 830 000) (the "DSF Grant").
 - C. A Grant from ASAP of four million six hundred and ten thousand Special Drawing Rights (SDR 4 610 000) (the "ASAP Grant")
2. The Loan is granted on highly concessional terms and shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Principal and service charge shall be payable on each 15 January and 15 July.
6. The Borrower/Recipient shall open and thereafter maintain two (2) designated accounts in United States Dollars (USD) in the Central Bank of Lesotho to receive respectively the proceeds of the Loan and DSF Grant and of the ASAP Grant (collectively, the "Designated Accounts"), and two (2) Project accounts denominated in Maloti (collectively, the "Project Accounts").
7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of three million nine hundred and seventy-eight thousand United States dollars (USD 3 978 000) to cover among other things duties and taxes, salaries for Project staff, and office space for the Project Coordination Unit (PCU).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS) of the Borrower/Recipient.
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (i) the Ministry of Forestry and Land Reclamation (MFLR);
 - (ii) the Ministry of Trade and Industry, Cooperatives and Marketing (MTICM);
 - (iii) the Ministry of Local Government and Chieftainship Affairs (MoLG);
 - (iv) the Ministry of Energy, Meteorology and Water Affairs (MEMWA); and
 - (v) the Lesotho National Wool and Mohair Growers Association (LNWMGA).
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

- (a) The right of the Borrower/Recipient to withdraw the proceeds of the OFID Financing under the OFID Financing Agreement, to the extent this has entered into force, has been suspended.
- (b) The Project Implementation Manual ("PIM") referred to under paragraph 11, Section II of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement: The right of the Borrower/Recipient to withdraw the proceeds of the OFID Financing under the OFID Financing Agreement, to the extent this has entered into force, has been cancelled.

3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Designated Accounts and the Project Accounts referred to in Section B 6. above, shall have been duly opened;
- (b) The Borrower/Recipient shall have deposited adequate counterpart funds to cover the first year of Project implementation, as specified in the first Annual Work Plan and Budget ("AWPB");
- (c) The Project Steering Committee ("PSC"), the Project Consultative Technical Committee ("PCTC") and the Project Coordination Unit ("PCU") referred to respectively in paragraphs 6, 7, and 8, Section II of Schedule 1 hereto shall have been duly established and key staff shall have been appointed with the prior endorsement of the Fund;
- (d) The Lead Project Agency shall have entered into the performance-based agreement with the Lesotho National Wool and Mohair Growers Association (LNWMGA) in the form approved by the Fund; and
- (e) The Lead Project Agency shall have entered into the Memorandum of Understanding (MoU) with each Ministry designated as a Project Party in Section C 2 above in the form approved by the Fund.

4. The following are designated as specific conditions precedent to first replenishment by the Fund of the advance to the Designated Accounts:

- (a) The Lead Project Agency shall have submitted the PIM referred to in paragraph 11, Section II of Schedule 1 hereto to the Fund for approval prior to its adoption;

- (b) The Lead Project Agency shall have installed a multi-site off-the-shelf accounting Project software; and
- (c) The LNWMGA shall have contracted an independent audit firm, acceptable to the Fund to conduct a performance audit of the Project activities assigned thereto.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
Ministry of Finance
P.O. Box 395, Maseru 100
Lesotho

This Agreement, dated [], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund
(insert name and title)

For the Borrower/Recipient
(insert name and title)

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Project Area.* The Project shall be implemented in all administrative districts of the Borrower/Recipient's territory with special focus on the Mokhotlong, Maseru, Thaba Tseka, Quthing and Butha-Buthe districts.
2. *Target Population.* The Project shall benefit approximately 50 000 households or 200 000 resource poor wool and mohair producers within the Project Area.
3. *Goal.* The overall goal of the Project is to boost the resilience of poor, smallholder wool and mohair producers to adverse effects of climate change in the Mountain and Foothill Regions of Lesotho.
4. *Objectives.* The development objectives are to: (i) enable smallholder livestock producers to generate higher incomes and more sustainable livelihoods; and (ii) increase their ability to cope with and recover from natural shocks.
5. *Components.* The Project shall have three Components: (1) Climate smart rangeland management; (2) Improved livestock production and management; and (3) Wool and Mohair fibre handling and marketing.
 - 5.1. Component 1: Climate Smart Rangeland Management. The objective of this component is to promote a sustainable system of climate-resilient communal grazing and rangeland management with the aim of improving livestock nutrition, maximizing production and returns for smallholder wool and mohair producers, and avoiding loss and damage resulting from climate-related events. This component will enable livestock producers to increase their productivity while countering rising trends in land degradation.
 - 5.2. Component 2: Improved Livestock Production and Management. The objective of this component is to increase the quantity and quality of wool and mohair produced by smallholder farmers in the Borrower/Recipient's territory. The activities planned under Component 2 will address the identified deficiencies in animal nutrition, breeding, and health to raise production standards and maximise returns for smallholder producers. The expected outcomes of component 2 will be that smallholder sheep and goat producers increase the production and productivity of superior quality of wool and mohair by intervening in all three factors affecting livestock productivity: (i) feeding, (ii) breeding, and (iii) animal health.
 - 5.3. Component 3: Wool and Mohair Fibre Handling and Marketing. The objective of this component is to increase market return from wool and mohair systems for livestock producers through improved quality of the fibre while at the same time stimulating a niche cottage industry for wool and mohair tapestry products, and providing a market outlet for unproductive animals that need to be removed from the rangeland. Value Chain challenges will be addressed in three sub-components: (a) value chain-based enterprise enhancement, (b) supporting cottage industry and niche market development and (c) promotion of livestock auctions and district slabs.

II. Implementation Arrangements

6. Project Steering Committee (PSC)

There shall be a PSC to provide policy guidance and oversight for Project implementation. The PSC shall be convened and chaired by the Principal Secretary (PS) of the Ministry of Development Planning (MDP) and include representatives from each of the Project Parties. The PSC shall meet bi-annually to review physical and financial progress, assess management effectiveness, decide on corrective measures where appropriate, review lessons learned and good practices, and approve AWPBs and Project Procurement Plan.

7. Project Consultative Technical Committee (PCTC)

There shall be a Project Consultative Technical Committee (PCTC) including Directors and focal points, among others, of the following: MAFS (Convenor and Co-chair), MFLR (Co-chair), MTICM (Co-chair), MEMWA, Ministry of Finance (MoF), Ministry of Home Affairs (MoHA), MDP, MoLG, LNWMGA, other relevant private sector actors, farmer/herder organisations and Non-Governmental Organisations. The PCTC shall meet quarterly and shall be tasked with providing technical and operational guidance, discuss and resolve operational problems, provide technical review of AWPBs and reinforce knowledge sharing across ministries.

8. Project Coordination Unit (PCU)

There shall be a Project Coordination Unit (PCU), hosted by the MAFS, tasked with the implementation, co-ordination and management of Project activities including consolidation of AWPBs, Procurement Plans, Progress and Financial Reports as received from the other implementing entities and co-ordination of the procurement of goods, works and services. The PCU shall also be responsible for monitoring and evaluation and provide support to implementation and supervision missions. It shall include the following professionals seconded from the Government or recruited pursuant to a competitive and transparent process: (i) the Project director; (ii) three technical component managers responsible for coordinating activities under each Component who shall be based in their respective line ministries (MTICM, MFLR and MAFS) with clearly defined lines of authority, communication and decision-making within the PCU framework; (iii) a financial management officer; (iv) a procurement officer; (v) a monitoring and evaluation officer; and (vi) a knowledge management and communication officer.

9. Lesotho National Wool and Mohair Growers Association

The Lesotho National Wool and Mohair Growers Association (LNWMGA) shall exercise leadership over the wool and mohair sub-sector, oversee activities of the sub-sector actors, provide wholesale inputs, deliver extension services and run breeding farms. In addition, the LNWMGA shall act as the policy advocate for the wool and mohair sub-sector and shall be a key service provider to the Project.

10. Non-Governmental Organizations and Community Based Organizations

Non-governmental organizations (NGOs) and community-based organizations (CBOs) shall support the Shearing Shed Associations and the Grazing Associations/Village Grazing Scheme, in building community consensus to define grazing areas and establish an equitable system of resource allocation to be based on the communities' own priorities. In addition, service providers shall be contracted to provide specialist technical advice and training to build local expertise to sustain interventions.

11. Project Implementation Manual

The Project shall be implemented in accordance with the approved AWPB and Procurement Plan and guided by the PIM, the terms of which shall be adopted by the Lead Project Agency subject to the Fund's prior approval. The PIM shall include, among other things: (i) Terms of reference, implementation responsibilities and appointment modalities of all Project staff and consultants; (ii) Project operating manuals and procedures; (iii) monitoring and evaluation systems and procedures; (iv) a detailed description of implementation arrangements for each Project component; (v) modalities for the selection of service provider(s) and Project Parties to be based on transparent and competitive processes; and (vi) financial management and reporting arrangements including accounting, approval of payments, financial reporting, internal controls, fixed asset management, as well as internal and external audit arrangements.

12. Mid-Term Review

The Lead Project Agency and the Fund shall jointly carry out a review of the Project implementation no later than the third anniversary of the date of Entry into Force of this Agreement (the "Mid-Term Review") based on terms of reference prepared by the Lead Project Agency and approved by the Fund. Among other things, the Mid-Term Review shall consider the performance and financial management of contracted implementing partners, the efficacy of technical assistance and capacity building activities, the overall achievement of Project objectives and the constraints thereon and recommend such reorientation as may be required to achieve such objectives and remove such constraints. The Borrower/Recipient shall ensure that the agreed recommendations resulting from the Mid-Term Review are implemented within the specified time therefor and to the satisfaction of the Fund. Such recommendations may result in modifications to this Agreement or cancellation of the Financing.

13. Performance Based Agreements

The Lead Project Agency shall enter into a performance-based agreement with each of the LNWMGA, contracted service providers, NGOs and CBOs to ensure implementation of the Project. Each performance-based agreement shall specify the scope of the work to be undertaken, expected deliverables, estimated budget for specific activities, as well as clearly defined performance evaluation criteria. Each performance-based agreement shall be monitored closely by the Lead Project Agency, renewed annually based on satisfactory performance and shall: (i) specify that each of the LNWMGA, contracted service providers, NGOs and CBOs shall maintain a register of assets acquired with the proceeds of the Financing and that at completion of Project Implementation, such assets shall be transferred to the Lead Project Agency; (ii) provide that each of the LNWMGA, contracted service providers, NGOs and CBOs shall implement a financial management system which will enable clear identification of Project expenditures; and (iii) be submitted to the Fund for its prior approval. In addition, the performance-based agreement which the Lead Project Agency shall conclude with the LNWMGA shall provide that such entity open and thereafter maintain a dedicated bank account for Project operations. Each performance-based agreement may not be modified without prior consent of the Fund.

14. Memorandum of Understanding

The Lead Project Agency shall enter into a Memorandum of Understanding (MoU) with each Ministry designated as a Project Party under Section C 2 above for the implementation of the activities under the Project assigned thereto. Each MoU shall clearly specify the scope of the work to be undertaken, expected targets, estimated budget for specific activities, as well as clearly defined target indicators. Each MoU shall be monitored by the PSC and shall: (i) be submitted to the Fund for its prior approval; and (ii) specify that each Ministry designated as a Project Party under Section C 2 above

shall maintain a register of assets acquired with the proceeds of the Financing and that at completion of the Project implementation, such assets will be transferred to the Lead Project Agency. In addition, the MoUs which the Lead Project Agency shall conclude with the MFLR, and the MTICM shall provide that such ministries open and thereafter maintain dedicated bank accounts for Project operations at central level. Each MoU may not be modified without the prior consent of the Fund.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan, DSF Grant, and ASAP Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan, the DSF Grant, and the ASAP Grant and the allocation of the amounts of the Loan, the DSF Grant, and the ASAP Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	DSF Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	ASAP Grant Amount Allocated (expressed in SDR)
I. Consultancies	480 000	480 000	1 560 000
II. Goods, Services and Inputs	920 000	920 000	430 000
III. Workshops	360 000	360 000	1 510 000
IV. Salaries and Allowances	1 060 000	1 060 000	450 000
V. Operating Costs	630 000	630 000	200 000
Unallocated Costs	380 000	380 000	460 000
TOTAL	3 830 000	3 830 000	4 610 000

(b) In all cases the percentage of expenditures to be financed will be 100% net of taxes, beneficiaries and Government contributions.

(c) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Consultancies" includes Eligible Expenditures for costs associated with technical assistance and studies;

"Goods, Services and Inputs" includes Eligible Expenditures for costs associated with vehicles; and

"Workshops" includes Eligible Expenditures for costs associated with training, extensions and capacity building.

(d) Eligible Expenditures shall concurrently be allocated to the Loan and DSF Grant in equal measure.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of one hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 150 000).

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account, the DSF Grant Account, and/or the ASAP Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. *Gender and Youth.* The Borrower/Recipient shall ensure that women and youth are represented in the organization and management of the Project. The Borrower/Recipient shall also ensure that women and youth beneficiaries shall be represented in all Project activities and that they receive appropriate benefits from the Project outputs.
2. *Operation and Maintenance.* The Borrower/Recipient shall ensure that adequate human and financial resources are provided to support the operation and maintenance of Project-financed investments and the recurrent costs of the Project operations both during and after the Project Implementation Period, at least for the useful life of such investments.
3. *Counterpart Funds.* The Borrower/Recipient shall ensure that counterpart funds are clearly identifiable in the financial management system and all financial statements.

Logical framework (excerpt)

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>The Project Goal will be to boost the economic and climate resilience of poor wool and mohair producers in the Mountain and Foothill Regions of Lesotho.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in the prevalence of child malnutrition: Child stunting to be reduced from 39.2 per cent (2009) to 32.7% by WAMPP completion 50,000 Households with improvement in household assets ownership index (RIMS Level III) 250,000 poor smallholder household members whose climate resilience² has been increased - disaggregated by sex 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, mid-term and completion impact surveys LVAC reports Qualitative studies to complement indicator-based data. Disaster Management Agency (DMA) reports 	<ul style="list-style-type: none"> Stable macro-economic conditions (A) Stable political environment (A)
<p>Project Objective (i) Smallholder livestock producers generate higher incomes and more sustainable livelihoods. (ii) Smallholder Livestock Producers increase their ability to cope with and recover from climate related shocks</p>	<ul style="list-style-type: none"> 20,000 households report an increased capacity to cope with shocks (MPAT indicator #9) 25,000 households report a 50% reduction in hunger period by year 7 50,000 households with improved income by 50% by Year 7 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline mid-term and completion impact surveys LDFS sentinel sites monitoring soil cover, and erosion risk Qualitative studies to complement indicator-based data. On-going monitoring of wool and mohair production & sales MPAT surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Livestock owners (SSAs) have free access to international auction floor
<p>Outcome 1 – Livestock producers manage rangelands in sustainable and climate smart way</p>	<ul style="list-style-type: none"> Grazing land managed under climate smart agricultural practices increases from 280,000 (functional grazing schemes command area) to 600,000 ha 150 out of the 200 grazing scheme use climate information for sustainable livestock and rangeland management 100% of targeted VGS and Rangeland Management associations adopt improved range management practices, including planned grazing 	<ul style="list-style-type: none"> Results of the Biophysical baseline and subsequent surveys Baseline and periodic survey to report on improved practice adoption DRRM & NGO quarterly report 	<ul style="list-style-type: none"> Chiefs accept to delegate management authority to RMA to issue grazing permits (A) Herders continue to refuse to sell unproductive animals (R)
<p>Output 1.1 A new Rangeland Management Baseline is established for enhanced biophysical and climatic monitoring</p>	<ul style="list-style-type: none"> A biophysical baseline for rangelands and grazing areas established in all 10 districts Guidelines developed for the establishment and management of grazing associations and range management areas Range Management Act developed and submitted to Parliament Rangeland hotspots most at risk to climatic extremes are mapped 5 additional weather stations established Number of SMS Early Warning registered users of climate information 	<ul style="list-style-type: none"> Quarterly progress reports National baseline assessment of rangelands published Climatic Vulnerability maps available Grazing land permits SMS climate warning messages received 	<ul style="list-style-type: none"> Local and traditional leadership are supportive (A) Intra-community conflicts disrupt progress (R)

² Under WAMPP a climate resilient household is defined as one that derives benefits from project investments for climate risk management: (i) rangeland degradation reduced; (ii) livestock mortality reduced and (iii) revenues from wool & mohair maintained or increased in spite of a climate related shock.

Output 1.2 Community based Climate Resilient Rangeland Management established	<ul style="list-style-type: none"> • 50,000 households covered by new or improved climate information services • 200 VGS and RMAs trained on sustainable rangeland management and the use of climate information • 150 VGS and RMAs prepare grazing plans and rangeland management plans • At least 5 holistic range management pilots established • At least 50,000 households are sensitized to improved rangeland management practices including disposal of unproductive animals to reduce pressure 	<ul style="list-style-type: none"> • Shed lease agreement • Baseline, mid-term and completion impact surveys • Survey and Monitoring reports on implemented plans and rehabilitated areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Local and traditional leadership are supportive (A) • Intra-community conflicts disrupt progress (R)
Outcome 2: Smallholder sheep and goat producers increase the production of superior quality wool and mohair	<ul style="list-style-type: none"> • Share of superior mohair and wool quality increases by an aggregate 20% above baseline for LNWMGA members by year 7 • Average wool and mohair yields increase from 2.64 kg³ wool to 3.0 kg per head and from 0.75kg of mohair to 1.0 kg by year 7 • 75% of small ruminant producers members of SSA adopt improved feeding practice 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline mid-term and completion impact surveys, • BKB Fibretrack annual reports • Shearing sheds reports • Annual livestock production report 	<ul style="list-style-type: none"> • Heavy snow, frost and drought negatively impact availability of forage rangeland , crop residues and cultivated forage (R) • Demand for quality wool and mohair remains constant or increase(A)
Output 2.2a A National Breeding Programme is established to boost wool and mohair production Output 2.2b An exchange programme for substitution of unproductive sheep and goat with quality breeding stock is established	<ul style="list-style-type: none"> • 2 Breeding Centres established and managed by LNWMGA • National elite breeding flock of > 1000 sheep and > 500 goats established • 20 District commercial elite breeding flocks are certified for quality stock delivery to herders • At least 2000 rams and 1000 bucks distributed to herders under the Exchange Programme by year 7 	<ul style="list-style-type: none"> • LNWMGA reports • Training reports • District livestock reports • Breeding Centres reports • Research publications 	<ul style="list-style-type: none"> • Breeding Centres are leased to LNWMGA (A) • Improved genetic stock is available in numbers required by farmers (A) • Livestock auctions are organised and slaughtering slabs are operational (A)
Outcome 3: Livestock producers increase market returns from wool and mohair systems	<ul style="list-style-type: none"> • 20 % increase the quantity (MT) of wool and mohair in higher grades • 10,000 sheep and 2,000 goats sold through district level auctions, per year • At least 25,000 sheep & 10,000 goats culled under the national breeding & exchange programme by Y7⁴ 	<ul style="list-style-type: none"> • BKB and other outlet market reports • Shearing Shed records • Cottage industry records 	<ul style="list-style-type: none"> • Livestock owners (SSAs) have free access to international auction floor • International market returns sustain industry vitality (A) • Access to supply top quality mohair resolved (A)
Output 3.1a: Shearing Shed Association members are trained for viable enterprise development. Output 3.1b: Shearing shed facilities and infrastructure are provided	<ul style="list-style-type: none"> • 135 SSA trained in enterprise management, having a business plan and operating in profit • 270 fibre classers trained (70% women) and 800 shearers trained • 16 new sheds constructed (baseline 135 sheds), using up-dated climate resilient design (incl. solar panel or grid connectivity) • 46 existing shearing sheds renovated, based on a climate resilient design • 50 km of all weather (single) access road constructed/up-graded – new project 	<ul style="list-style-type: none"> • LNWMGA Progress reports • SSA Annual Reports • Wool broker “Fibre Track” • SSA reports • BKB Fibre track 	<ul style="list-style-type: none"> • Farmers are willing to adopt market oriented practices (A) • Depressed fibre prices affect flow of wool and mohair through SSAs (R) • Loss of especially shearers to more remunerative SA labour market (R)

³ Fibre Track 2012/13 report for Lesotho wool/sheep production sold through BKB.

⁴ This indicator will be the result of interventions under Component B (the exchange program and fattening) and under Component C (auctions and slaughtering slabs).